

## Nouvelles locales des lundi 09 et mardi 10 février 2015

@rib News, 10/02/2015 | Justice - L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) a adressé une correspondance au ministre de la Justice du Burundi pour lui demander de mettre sur pied une commission indépendante et neutre pour enquêter sur l'assassinat des trois sœurs de la congrégation des Xavériens de la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge. Selon le président de cette association professionnelle des journalistes, c'est une telle commission qui peut travailler sans parti pris sur les révélations de la RPA concernant ce triple meurtre. Vincent Nkeshimana trouve que Bob Rugurika n'est emprisonné que pour avoir fait son travail quotidien d'informer la population comme sa profession le lui exige et que par conséquent, il ne peut pas légitimement être victime. Il ajoute que cela met en péril la liberté d'expression au Burundi. Précisons que cette correspondance a été adressée au nonce apostolique, au représentant de l'Union Européenne à Bujumbura, à la conférence épiscopale du Burundi, à l'ambassadeur de l'Italie au Burundi basé à Kampala en Ouganda. Il a terminé en disant que tous les mardis seront consacrés aux revendications de libération de Bob Rugurika tant qu'il restera en prison. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- Comme prévu, les journalistes des médias privés accompagnés de certains membres de la société civile burundaise ont fait une marche pacifique ce mardi dans la ville de Bujumbura. Habillés en vert, la tenue des prisonniers, ils ont fait le tour du palais de la justice qui abrite le parquet général de la République, la cour d'appel de Bujumbura et la cour suprême du Burundi. Ils portaient des photos des trois sœurs assassinées à Kamenge au mois de septembre dernier et celle du directeur de la RPA et avaient des écrits demandant la justice pour ces trois sœurs et pour Bob Rugurika. Comme la dernière fois, la police n'a pas empêché cette marche et tout s'est déroulé dans le calme. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- Le président de l'APRODH qui était lui aussi parmi les manifestants trouve qu'il n'y a pas de volonté de mettre au grand jour ce qui s'est passé à la paroisse Guido Maria Conforti au mois de septembre dernier. En effet, Pierre Claver Mbonimpa fait savoir qu'une commission de policiers qui avait été nommée pour faire enquêter à ce sujet et qui était avancée dans les enquêtes a été désactivée alors qu'elle était sur la bonne demande au procureur de la République en mairie de Bujumbura de ne pas ignorer les procès-verbaux que cette commission avait déjà pris et qui se trouvent dans le dossier. Il demande plutôt qu'ils soient remis au juge en charge du dossier pour qu'ils soient pris en considération. Il a terminé en remerciant la police pour son comportement qui a consisté à ne pas perturber la marche. Il encourage ce comportement et espère que la situation tend à se stabiliser en cette matière. Le directeur du groupe de presse Iwacu a fait savoir lors de cette marche qu'il n'est pas question d'abandonner cette réclamation de libérer Bob Rugurika et de rendre justice aux trois sœurs assassinées. Antoine Kaburahe estime que le mardi vert sera donc observé jusqu'à ce que Bob Rugurika soit libéré et qu'ils vont continuer à réclamer la justice pour ces trois religieuses. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Une telle marche avait été prévue dans la ville de Ngozi pour célébrer le deuxième mardi vert en vue de demander la libération de Bob Rugurika et la justice pour les trois sœurs tuées à Kamenge. Les participants à cette marche étaient eux aussi habillés en vert et possédaient une pancarte avec les photos des trois sœurs et celle de Bob Rugurika. Alors qu'ils se rendaient au bureau de la MENUB à Ngozi, ils ont été bloqués à 500m de leur cible et ont été sommés de faire demi-tour, ce qu'ils ont fait. Ils ont eu la pancarte sur le mur du bâtiment qui abrite la RPA Ngozi et tout le monde se pressait pour voir les photos de ces victimes ainsi que celle de Bob Rugurika. Un cas a attiré l'attention de tout le monde dans cette ville. En effet, un berger, pour manifester son attachement à cette journée, avait porté un sac vert qu'il s'habillait comme un tricot et toutes les vaches qu'il gardait portaient elles aussi des sachets verts sur leurs queues. [rpa/bonesha/isanganiro]

- Le président du parti FNL estime que n'eussent été les efforts déployés par la RPA, la démocratie au Burundi serait tombée et serait morte. Jacques Bigirimana rappelle que du temps du maquis, les rebelles, y compris les FNL et les CNDD-FDD, avaient la possibilité de s'exprimer sur les micros des radios mais que les journalistes n'ont pas été poursuivis autant. Il trouve ainsi que comme les choses se sont passées ainsi alors que le pays était dans une impasse démocratique et sécuritaire, rien ne peut empêcher que la situation peut être traitée de la même façon dans cette période où la stabilité semble revenue. Il demande alors que Bob Rugurika soit libéré et que la vérité sur les circonstances et les auteurs du massacre des trois sœurs soit élucidée. Il implore le président de la République d'être comme magistrat suprême et de libérer cet innocent directeur de la RPA qui croupit dans la prison de Muramvya. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

La PACEM demande au gouvernement de collaborer avec la justice pour libérer le directeur de la RPA. Selon le président de cette association de la société civile burundaise, le parlement européen va se réunir en date du 12 février 2015 pour se pencher sur la question de l'emprisonnement de Bob Rugurika et cela peut avoir des incidences négatives sur le pays. Faustin Ndikumana estime que des sanctions exemplaires peuvent être prises à l'encontre du Burundi en vertu des accords de Cotonou auxquels le Burundi est partie. Il trouve par ailleurs que les trois sœurs assassinées au mois de septembre dernier étaient originaires de l'un des pays de cette union et qui a un poids dans l'économie de cette communauté. Il estime par ailleurs que Bob Rugurika ne peut pas être pris comme une simple personne qui tombe dans le commun des mortels mais comme quelqu'un qui faisait son travail et qui est protégé par des lois spéciales. Au moment où l'Union Européenne occupe une place prépondérante sur le plan des aides accordées au Burundi, il demande que le directeur de la RPA soit libéré de préférence avant que cette date. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

| Politique - Les organisations de la société civile burundaise engagées dans la campagne "Halte au 3<sup>e</sup> mandat de Pierre Nkurunziza" ont adressé une correspondance au président lui-même pour l'interpeller afin qu'il brise son silence et qu'il fasse savoir publiquement sa position sur cette question de 3<sup>e</sup> mandat. Ces organisations restent convaincues que c'est bien lui qui a la réponse à cette question et que sa réponse est irrévocable. Elles lui rappellent que le peuple burundais a été longtemps victime de ceux qui ont voulu s'éterniser au pouvoir et que cela a été banni au moment où le nombre de mandats présidentiels a été fixé à deux. Elles trouvent pourtant que les propos du président sont confus et semblent accrédiiter l'hypothèse de sa candidature. Elles trouvent également que la décision du conseil des sages de son parti peut ne pas aller à l'encontre de Pierre Nkurunziza qui est

fait partie. Elles lui demandent donc de ne pas écouter de faux conseillers qui veulent induire en erreur.

[bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - L'ancien député et ancien membre du comité des sages du parti CNDD-FDD trouve que le parti CNDD-FDD est pris en otage par un groupe d'individus qui se sont accaparés du pouvoir au sein de ce parti lors du congrès du 7 février 2007. Pasteur Mpawenayo voit que ce groupe défend des intérêts personnels et privés et comme ainsi des exactions qu'il trouve que la parti est comme enterré quant à son idéologie d'origine. Il trouve que la constitution est claire en ce qui est des mandats présidentiels qui ne peuvent pas dépasser deux. Il demande ainsi qu' le président Nkurunziza de ne pas écouter les conseils de la part de ce groupe mais de se positionner en homme de conscience et de dire non à ces sollicitations. Il interpelle aussi la CENI et la cour constitutionnelle de ne pas se laisser influencer si elles étaient confrontées à cette question. [rpa] - Le parti CNDD-FDD est en train de propager des enseignements dans la province de Bubanza pour se préparer aux élections de 2015. Mais, ces enseignements inquiètent plus d'un dans cette province et même dans le pays. En effet, il est fait mention dans ces enseignements que les opposants ne sont que des ennemis du pays et qu'ils soutiennent le groupe qui a attaqué la province de Cibitoke en décembre dernier. Il est aussi fait mention que parmi les ennemis du pays il y a les médias privés comme les radios RPA, RSF Bonesha FM, Isanganiro et Radio Télévision Renaissance. Ainsi, il est demandé aux militants du CNDD-FDD de rester vigilants puisque le terrain est actuellement glissant tant donné que la situation n'est pas facile comme cela était en 2005 et 2010 et ainsi il leur est demandé de changer de tactique. Ainsi, certains sont inquiets quant à ces enseignements qu'ils considèrent comme divisionnistes au moment où le pays retrouve petit à petit sa stabilité. Le président du parti CNDD-FDD dans cette province confirme ces enseignements. Le député Juvénal Havyarimana estime pourtant qu'ils n'ont rien d'anormal puisqu'ils ne sont destinés qu'aux Bagumyabanga dans le but de se préparer bien aux élections provinciales.

[bonesha/rpa] - Le ministre de l'Intérieur a affirmé que la coalition RANAC DushayureUburundi ne sera pas agréée comme telle. Edouard Nduwimana estime que la loi ne permet pas d'agréer une coalition composée de partis politiques et d'acteurs politiques. Il reconnaît seulement que les partis politiques peuvent faire des coalitions pour se préparer aux élections selon la loi. Il ajoute pourtant que rien n'est perdu pour eux et qu'ils peuvent travailler en se conformant à la loi et s'ils veulent tenir des réunions, ils pourront demander l'autorisation à ce sujet. Il trouve aussi qu'ils pourront se choisir des insignes qu'ils utiliseront dans leurs activités mais que l'effectivité de leurs activités sera consacrée durant la période de campagne électorale. [bonesha/rpa] - Réagissant à ce sujet, le président du RANAC trouve que les propos du ministre Nduwimana sont déplacés et inopportuns. Rwaso Agathon estime que le ministre ne peut pas répondre à une question qui ne lui est pas encore posée. Il lui demande d'attendre et d'analyser cette question au moment où elle lui sera soumise. Il trouve également que l'effectivité de cette coalition n'est pas dans la prise de décision du ministre de l'Intérieur mais plutôt dans le fait qu'ils existent et ont des membres sur terrain. Selon lui, RANAC est une réalité qui existe que le ministre le veuille ou pas et précise que l'important est l'électorat et non le ministre. Il réussit à persuader que le ministre n'a pas beaucoup à dire dans le processus électoral du moment que ce n'est pas lui qui le gère. [rpa]